

## CE MONDE QUI BOUGE

La guerre d'Algérie  
s'invite dans l'élection  
présidentielle française

Par Hassane Zerrouky

La guerre d'indépendance nationale s'invite dans le débat électoral français en prévision de l'élection présidentielle d'avril prochain.

C'est surtout à droite et à l'extrême-droite que ça s'agite. Nicolas Sarkozy, candidat à sa propre succession en avril prochain, s'adresse directement aux «rapatriés» d'Algérie, les «pieds-noirs», dans les semaines à venir. Dimanche, son ministre de la Défense, Gérard Longuet, qui avait fait ses classes dans l'extrême-droite française, était à Perpignan pour inaugurer un centre dédié à la présence des Français en Algérie de 1830 à 1962, autrement dit dédié à la colonisation française. A cette occasion, il a lu un message du chef de l'Etat français affirmant «que cette année 2012, cinquantenaire de la fin de la guerre d'Algérie, sera l'année du souvenir et du recueillement, et sûrement pas celle de la repentance». Ajoutant qu'«en développant l'économie de ces nouveaux territoires (l'Algérie), ils (les Français) ont œuvré à la grandeur de la France» ! Et ce, avant d'appeler les Français à connaître «ce qu'a été cette formidable aventure de la présence française en Algérie», entonnant à l'issue de son discours «Le chant des Africains». Lemême jour, à Perpignan, Marine Le Pen tenait meeting devant plus d'un millier de «pieds-noirs», à qui elle a rendu un hommage ainsi qu'aux harkis. Tout comme Nicolas Sarkozy, elle est opposée à «toute commémoration du 19 mars 1962».

Le 23 octobre dernier, le chef de l'Etat français avait nommé Hubert Collin de Verdière, ex-ambassadeur de France en Algérie, coordonnateur général des initiatives devant marquer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie. Mieux, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'est même permis de donner des consignes aux Algériens en leur demandant de fêter le 50<sup>e</sup> anniversaire «dans la modération» ! C'était en début d'année, lors d'une audition devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. «Nous sommes convenus avec le président Abdelaziz Bouteflika, lorsque je lui ai rendu visite l'année dernière, d'envisager la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie dans un esprit de modération, en essayant d'éviter les extrémismes de tous bords», a expliqué Alain Juppé aux députés, comme s'il fallait faire table rase du passé. Et d'ajouter : «J'espère qu'on va continuer sur cette ligne. Surtout nous nous étions mis d'accord pour dire : «Regardons l'avenir. Essayons de fonder la relation franco-algérienne sur l'avenir et pas sur le passé».

Le plus navrant dans cette affaire est qu'à un mois et demi du 19 Mars et à moins de sept mois du 5 Juillet, fête de l'indépendance, alors qu'en France on s'y prépare à droite comme à gauche, chez nous, c'est silence radio. Pourtant, ce 50<sup>e</sup> anniversaire, ce n'est pas rien. Ce devrait être un moment symbolique et significatif d'une histoire commune et partagée, qui engage un Etat, un pays et un peuple, celui d'une guerre de libération, la plus meurtrière dans le monde après celle du Vietnam, ou celui encore d'un événement qui a été le moteur de la décolonisation du continent africain. Craint-on alors de froisser «l'ennemi» d'hier, alors que Nicolas Sarkozy, qui compte instrumentaliser cet événement à des fins électorales – l'élection présidentielle a lieu en avril prochain –, ne prendra pas de gants pour commémorer à sa façon ce 50<sup>e</sup> anniversaire, sous forme d'une célébration de «l'œuvre civilisatrice française» et rendre hommage aux soldats français et harkis morts en Algérie !

Pourtant, lorsqu'il s'est agi d'«Alger, capitale de la culture arabe» en 2007, puis du Panaf en 2009 et tout récemment de «Tlemcen, capitale de la culture islamique», le pouvoir politique s'y était pris à l'avance et n'avait pas lésiné sur les moyens : mise en place de commissions de préparation, déblocage de fonds pour financer ces événements et information et mobilisation des médias. 50 ans d'indépendance ne méritent-ils pas autant ?

H. Z.

MARSEILLE 2013 CAPITALE  
DE LA CULTURE EUROPÉENNE

## Une part belle à la Méditerranée

*Marseille a été désignée il y a trois ans par un jury européen «capitale européenne de la culture en 2013». Capitale de la culture méditerranéenne, pouvait-on lire et entendre sur cette manifestation. Le 19 janvier dernier, organisateurs, responsables politiques toutes tendances confondues et hommes de culture impliqués dans la présentation, nous ont dévoilé – à la presse française et étrangère – sur place, dans la cité phocéenne, le programme. Ils nous ont aussi fait sillonner la ville et découvrir les chantiers culturels colossaux qui, disent-ils, seront tous prêts pour 2013. Quelle philosophie guide cette consécration de Marseille ? Comment s'y intègrent des projets non marseillais ? C'est ce que nous avons tenté de voir au cours des deux journées de visite.*

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

La capitale de la culture européenne est une idée qui remonte à 1985, émise par Melina Mercouri, ministre grecque de la Culture et de son homologue français de l'époque, Jack Lang. Depuis, plus de 40 villes se sont vu attribuer ce titre et désormais ce n'est pas une capitale de la culture mais deux qui sont désignées chaque année.

En 2013, en plus de Marseille, Kosice, en Slovaquie, est la deuxième ville européenne désignée. C'est un jury indépendant sous l'égide de la Commission européenne et en étroite collaboration avec les Etats membres qui sélectionne les deux villes eu égard aux contenus et à l'opportunité des projets culturels proposés. Pour 2013, Marseille a choisi la

Méditerranée comme fil conducteur de toutes ses manifestations.

La mer, passerelle entre les deux rives, concentrera en 2013, notamment sur le port et autour de celui-ci, la majeure partie des manifestations. 500 projets, déclinés en 3 phases, ont été programmés. La phase 1 qui ira de janvier à mai 2013 s'intitule «Marseille Provence 2013 accueille le monde». Suivra, en mai-juin «Marseille Provence au ciel ouvert» avec festivals divers, spectacles de rue, concerts, randonnées... et enfin en phase ultime «Marseille Provence aux mille visages», qui donnera à découvrir ou à redécouvrir de grandes figures méditerranéennes en littérature (Albert Camus figure en très bonne place avec une exposition à la Cité du Livre), architecture, cinéma, arts culinaires...

Il a fallu pas moins de 4 heures aux organisateurs pour présenter le programme des festivités, qui, selon Bernard Latarget, a été conçu pour «soutenir la création contemporaine, faire participer le plus grand nombre de personnes notamment au travers de spectacles gratuits et garder le souvenir de l'histoire et du patrimoine de la Méditerranée». Marseille est aujourd'hui, au moment de notre visite, un vaste chantier ouvert : une cinquantaine de grands projets architecturaux, d'un montant de 600 millions d'euros, en partie financés par l'Union européenne, sont en cours de réalisation et seront tous prêts, nous a-t-on dit, à recevoir les visiteurs dès le début de 2013 et même un peu avant. Il en est ainsi du grand Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée Mucem et du Centre régional de la Méditerranée. Ce dernier accueillera des rencontres, des conférences, des expositions et des films qui traiteront des enjeux de la Méditerranée du XXI<sup>e</sup> siècle.

Initié par le socialiste Michel Vauzelle, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il a voulu en faire un lieu de rencontres entre les peuples et les cultures de la Méditerranée. «Plutôt que de choisir la guerre, le terro-

risme, la violence, la xénophobie, le racisme anti-arabe, en tant que président de Région, en 1998, malgré quelques réticences, j'ai réussi à décider de ce lieu emblématique qui illustre cette volonté de dire que nous allons maîtriser notre communauté de destin et réfléchir ensemble à une Méditerranée de paix et de coopération en 2030 ou en 2050, notamment avec les jeunes indignés, qu'ils soient du printemps arabe ou ceux d'Espagne, de Grèce ou de France... Nous voulons apporter notre contribution, défendre nos valeurs communes, notre identité et ne pas nous affadir dans une espèce de culture universelle autour d'un hamburger.»

Et Michel Vauzelle d'insister sur ce qui lui paraît une évidence, à savoir que l'Europe, et surtout la France, a besoin, pour avoir sa place dans le monde de demain, de renforcer cet espace européen par ce que représente la richesse humaine et économique de la rive sud de la Méditerranée «avec laquelle nous avons tant de liens».

Autorités locales, organisateurs et artistes semblent tout à fait déterminés à garantir l'excellence artistique, la dimension populaire de l'événement et enfin son fort ancrage méditerranéen.

K. B.-A.

## JEAN-FRANÇOIS CHOUGNET, DG DE MARSEILLE-PROVENCE

## 2013, AU SOIR D'ALGÉRIE :

## «Notre interlocuteur algérien est l'AARC»

*Jean-François Chougnnet est le directeur général de Marseille-Provence 2013. A ce titre, il supervise et coordonne toutes les opérations et projets inscrits au programme. C'est pourquoi nous lui avons demandé de nous éclairer sur la façon dont l'Algérie est impliquée dans ce Marseille 2013.*

**Le Soir d'Algérie :** Travaillez-vous avec l'Algérie et si oui, avec qui ?

**M. Chougnnet :** Pour l'Algérie, nous travaillons beaucoup avec l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel, AARC. La dernière fois que nous

les avons rencontrés c'était en décembre. Nous avons beaucoup de propositions d'artistes, qu'ils soient de nationalité algérienne ou d'origine algérienne, par exemple le danseur étoile Boulegraa, le peintre Djamel Tatah ou encore la plasticienne Zineb Sedira. Le petit reproche que nous faisions récemment l'agence était que nous n'avions pas beaucoup d'artistes vivant de manière permanente en Algérie. Nous leur avons demandé qu'ils nous fassent des propositions d'artistes et ils sont d'accord. Actuellement, nous travaillons ensemble à une espèce de protocole de collaboration.

L'AARC est donc notre point d'entrée, notre interlocuteur pour l'Algérie et nos relations sont très bonnes.

**Avec la consécration de Marseille, capitale européenne et méditerranéenne de la culture, il va sans dire que beaucoup de citoyens de certains pays, comme l'Algérie, par exemple, soumis à des visas d'entrée, souhaiteront visiter Marseille et assister aux très nombreuses et diverses manifestations programmées.**

**Ces visas sont aujourd'hui donnés au compte-gouttes. Comptez-vous faire lever cette contrainte et comment ?**

L'obtention des visas est un de nos soucis en tant qu'organisateur culturel et l'on a eu une belle ouverture de la part du préfet qui est prêt à nous faciliter la tâche dans ce domaine.

K. B.-A.

## MICHEL VAUZELLE :

## «L'UPM n'a été qu'une photo de famille»

Le socialiste Michel Vauzelle, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et vice-président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, n'a pas mâché ses mots sur cette institution mort-née qu'est l'Union pour la Méditerranée, UPM. Il en a notamment dit : «En ce moment, avec l'échec de ce qui a été d'abord le processus de Barcelone, puis l'échec de l'UPM qui n'a été évidemment qu'une

photo de famille avec Sarkozy, Ben Ali, Mubarak et Assad et depuis plus rien.

En ce moment d'ailleurs, cette photo, on la planque plutôt qu'on ne l'affiche. Voilà ce que c'est que l'UPM. Il n'y a plus d'UPM.

Je suis vice-président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale chaque fois que le ministre des AE vient nous rencontrer, je l'interroge sur l'UPM et il me répond que l'UPM existe. Eh bien non,

l'UPM ne peut pas se réunir, elle ne le fait pas d'ailleurs sauf pour quelques petites réunions ça et là mais au niveau ministériel, rien, elle ne peut pas se réunir.»

Pour Michel Vauzelle, l'Union Méditerranéenne ne se limite pas à monter une institution vide d'objectifs, vide de projets et sans l'adhésion et l'implication des peuples qui la composent.

K. B.-A.